

04-22 International L-Espagne-face-a-ses-vieux-demons

ÉVÉNEMENT

**'Espagne face à ses vieux démons**

**Les attaques contre le juge Garzon, traîné sur le banc des accusés par l'extrême droite pour avoir voulu enquêter sur les crimes du franquisme, font resurgir le débat sur la mémoire.**

Madrid, envoyée spéciale.

Regards curieux, surpris, énervés... L'image de Franco, main levée, frappée d'un « Impunité pour le franquisme ? Non merci » dans la rue San Bernardo attire l'œil des passants. Depuis plus d'une semaine, l'université Complutense de Madrid s'est transformée en une agora où célèbres et anonymes plaident pour la justice universelle. Première, deuxième, troisième générations d'Espagnols viennent soutenir le juge Garzon, symbole, peut-être même malgré lui, du combat pour la vérité. Lui, qui pour avoir voulu enquêter sur les crimes franquistes, devrait être suspendu d'ici peu. « Ce pays a vécu quarante ans de propagande bestiale qui a imprégné toute la société, aujourd'hui, nous cherchons à canaliser l'indignation », commente Ivan Aparicio, un jeune trentenaire militant de la récupération de la mémoire historique. Car, trente-cinq ans après la mort du caudillo, point de départ du retour à la démocratie, l'Espagne refuse de regarder son passé en face. La transition démocratique a dû en passer, entre autres, par la loi d'amnistie de 1977, qui a verrouillé l'histoire du XXe siècle : la République, le coup d'État, la dictature et ses tueurs. « Notre génération ne peut pas vivre dans un



pays amnésique qui prive des milliers de familles des victimes de la dictature du droit de savoir et de dénoncer », poursuit Ivan.

La loi d'amnistie amnésie a servi de prétexte à trois groupuscules d'extrême droite, dont la Phalange, vestige de la dictature, pour porter plainte pour prévarication (instruire en sachant l'enquête contraire au droit) contre le juge Garzon. « C'est un scandale, mais certains trouvent cela normal », dénonce Günter Scheinger qui préside le collectif international des cinéastes Images contre l'oubli. Le réalisateur autrichien, qui n'en revient toujours pas que de tels extrémistes « agissent en toute légalité en 2010 », considère que l'Espagne doit s'atteler à « un juste travail de mémoire ».

des manifestations prévues samedi

L'affaire Garzon a fait exploser les tabous. Des collectifs et autres plates-formes contre l'impunité ont essaimé sur la Toile. Des manifestations de soutien sont prévues samedi dans au moins vingt villes du pays. « On ne peut pas applaudir le juge Garzon lorsqu'il veut arrêter Pinochet, déroger à la loi dite du point final en Argentine (loi d'impunité – NDLR) et constater, sans rien faire, que juger le franquisme est une chose impossible », déclare l'actrice Pilar Bardem. La transition « a été nécessaire en son temps » mais, estime-t-elle, il faut enfin « juger le génocide qu'ont constitué les 150 000 disparitions forcées, les 30 000 enfants volés ».

La chose a bien évidemment pris une tournure politique. Débat polarisé, cristallisé, hystérique. À droite, le Parti populaire n'a pas manqué d'agiter le spectre de la déstabilisation du royaume et de la guerre. Ainsi, son vice-président à la communication, Esteban



Gonzalez Pons, a accusé « la gauche », c'est-à-dire le gouvernement socialiste, « de questionner les fondements de la transition » et, par là même, la Constitution de 1978, garante, selon les conservateurs, de la « cohabitation » entre la droite et la gauche.

Côté socialiste pourtant, excepté quelques déclarations, les dirigeants ont plutôt fait le dos rond. « Nous n'en serions pas là si l'État et les formations politiques démocratiques avaient pris en compte les familles des victimes et avaient accordé des réparations, comme il se doit, à ceux qui ont été emprisonnés, torturés », soutient le poète Luis Garcia Montero. Selon lui, les événements démontrent que « la transition n'a pas servi à refermer les blessures de la guerre mais a imposé un oubli injuste ».

Une brèche s'est aujourd'hui ouverte, au point que le débat sur les fondations mêmes de la démocratie et ses institutions resurgit. Non sans mal et sans insultes. « Reconnaissons que les concessions faites hier ne sont pas éternelles et que nous devons régler nos hypothèques », assume le député d'Izquierda Unida Gaspar Llamazares, dont la formation, qui propose d'ajuster la loi d'amnistie aux traités internationaux, essuie les boulets rouges de l'intelligentsia de droite. Dans un jeu de miroir, une Espagne mime les singes savants, l'autre solde les dettes de son passé récent.